

Chantage honteux à l'usine de PSA Rennes !

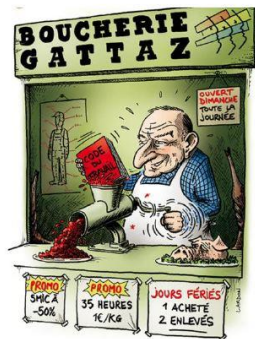
Contre une vague promesse d'un nouveau véhicule en 2019, la direction de l'usine PSA de Rennes voudrait imposer immédiatement de nouveaux sacrifices aux salariés :

- ✓ blocage des salaires pendant 3 ans,
- ✓ suppression de la prime de rentrée, suppression d'une partie de la prime d'équipe,
- ✓ suppression de la totalité ou d'une partie des congés d'ancienneté et d'annualisation.

PSA voudrait faire de Rennes un laboratoire. Il s'agit de tester des attaques qui constituent sans doute la trame du Nouveau Contrat Social n°2, l'accord de compétitivité que la direction va chercher à imposer dans les prochains mois dans tout le groupe.

Et ce qui se passe à Rennes, c'est aussi un avant-goût du projet de loi « Travail ». Les caisses de PSA débordent de fric, avec plus d'1,2 milliard de bénéfices et près de 4 milliards de trésorerie. Alors à Rennes comme ici, il n'est pas question d'accepter le moindre sacrifice !

**ILS VEULENT PASSER NOS DROITS
À LA MOULINETTE**



**LEUR PROJET DE LOI
À LA POUBELLE !**



Bulletin du syndiqué Spécial mobilisation contre la loi « Travail »

Une attaque qui nous ramènerait 100 ans en arrière

La loi « Travail » du gouvernement, c'est la loi des patrons.

Ils prétendent que c'est fait pour diminuer le chômage, mais tout le monde a compris que c'est tout l'inverse qu'ils recherchent.

En pouvant licencier encore plus facilement, eh bien les patrons vont... licencier encore plus. Mais certainement pas embaucher !

En pouvant supprimer la notion de durée légale du travail, donc en nous faisant bosser beaucoup plus, le travail serait réparti sur encore moins de salariés.

C'est la fin du CDI, c'est la fin des embauches pour nos enfants, pour ceux qui suivent. Ils préparent la précarité à vie, et l'explosion du chômage.

En détruisant le code du travail, chaque patron pourrait faire sa propre loi dans son usine. Finies les quelques réglementations qui sont communes à l'ensemble des salariés, quel que soit notre travail.

Demain, PSA pourrait baisser nos salaires en-dessous des minimums légaux, ne pas payer les majorations d'heures sup si ça lui chante, licencier ceux qui n'accepteraient pas hausse du temps de travail et baisse de la paye, décider des dates de nos congés sans avoir besoin de l'accord des syndicats, etc.

Cette loi, nous devons la combattre, et tout faire pour qu'elle ne soit pas l'avenir que les patrons nous préparent !

Le 9 mars, une première mobilisation très réussie !

Nous étions 200 en grève de l'usine, et encore plus nombreux à la manif en ville l'après-midi.

Cela faisait longtemps que nous n'avions pas été aussi nombreux derrière notre banderole CGT Peugeot, et cela s'est vu jusqu'en couverture du journal L'Alsace.

Certains secteurs étaient complètement arrêtés : ce ne sont décidément pas les directeurs qui font tourner l'usine !

Pour pas mal de salariés, c'était la première grève, ou la première manifestation. Ce premier pas est important : si eux l'ont fait, c'est la preuve que d'autres peuvent nous rejoindre lors de la prochaine mobilisation.

On a tous autour nous des collègues, des camarades de travail qui hésitent. À chacun d'entre nous de discuter avec eux, les embauchés comme les intérimaires, pour essayer de les convaincre qu'il est indispensable qu'on se mobilise, parce que personne d'autre ne le fera à notre place. À chacun d'entre nous de leur faire prendre conscience que cette loi, c'est la porte ouverte à toujours plus d'exploitation, et toujours moins de droits collectifs face au patron.

On bosse toujours plus dur, on est de moins en moins, nos salaires sont bloqués : les patrons n'ont pas de limites, car pour eux il s'agit de faire plus de bénéfices pour eux et une minorité d'actionnaires. C'est à nous de leur imposer nos limites !

Certains d'entre nous ont des enfants, ou de la famille bientôt en âge de travailler : est-ce que l'avenir qu'on souhaite pour eux, c'est un retour à l'époque où l'embauche se faisait à la journée, où les journées de travail dépassaient les dix heures, où il n'y avait pas de salaire minimum ? Evidemment non !

Jeudi 31 mars : nouvelle étape de la mobilisation

Si la journée de grève et de manifestations du 9 mars a été un succès, une seule journée ne suffit pas à faire reculer le Medef et le gouvernement à son service.

Ils prétendent avoir modifié certains aspects du projet de loi. Mais même emballée dans un ruban rose, la loi Travail est une attaque sans précédent contre le monde du travail, contre nos droits.

Il n'y a rien à négocier : tout est à jeter !

Ce petit jeu du gouvernement doit renforcer notre conviction que c'est en nous mobilisant, en faisant grève, en étant encore plus nombreux, déterminés, qu'on peut être en capacité de les faire remballer complètement leur attaque.

Alors le 31 mars doit être une nouvelle étape pour renforcer le camp de ceux qui ne veulent pas de ce recul sans précédent.

Retrouvons-nous encore plus nombreux dans les rues de Mulhouse derrière la banderole de notre syndicat !

**A L'APPEL DE
CGT-FO-SUD-FSU
GRÈVE ET
MANIFESTATION
JEUDI 31 MARS**

**La Loi Travail,
c'est tout pour les patrons**

**y'a rien
à négocier
ET TOUT
À JETER !**